

LE CHEF
DU
DÉPARTEMENT FÉDÉRAL
DE L'ÉCONOMIE PUBLIQUE

2310.1

Berne, le 22 novembre 1988

Confidentiel

Monsieur Hans Spiess
Président de la Chambre Suisse
du Commerce et de l'Industrie
au Japon
Box 943

T o k y o

Monsieur le Président,

Le ton de votre lettre du 21 octobre à mon intention est de ceux qui permettent de s'exprimer clairement et sans ambages.

Je le fais donc, en vous demandant de ne pas donner à ma lettre quelque diffusion que ce soit et en vous demandant aussi de prier les personnalités de votre Comité auxquelles vous en feriez part de vouloir bien la considérer, également, comme confidentielle.

En premier lieu, je désire savoir ce qui vous fonde à affirmer que "une fois de plus, la Suisse a ainsi perdu une occasion de débattre d'importantes questions sur les échanges bilatéraux avec le Japon". Dites-moi les manquements de la Suisse que vous avez constatés à cet égard. Car, en ce qui me concerne, et pendant deux années de direction du Département fédéral de l'économie publique, j'ai accordé aux trois dossiers économiques "Etats-Unis d'Amérique", "Europe", "Japon et Sud-Est asiatique", la première place dans mes préoccupations. Je sais que c'est aussi le cas de l'Office fédéral des affaires économiques extérieures qui m'est subordonné. En outre, il vous intéressera peut-être de savoir que j'ai été le premier des ministres européens à recevoir, personnellement, à Ouchy-Lausanne, Monsieur le Ministre Uno lors de

./.

- 2 -

son premier voyage en Europe, que j'ai noué des contacts essentiels avec mes collègues japonais dans le cadre des conférences multilatérales où nous nous rencontrons et que, il y a quelques jours encore, j'ai reçu ici à Berne une importante délégation du KEIDANREN. Et je ne parle pas des rencontres fructueuses que j'ai eues avec les plus hauts représentants nippons lors des deux symposiums de Davos que j'ai fréquentés.

En deuxième lieu, le voyage prévu au Japon. J'ai pris tous les contacts directs voulus afin de savoir s'il était possible, sans arrogance, de maintenir mon voyage au Japon alors que, dès le début de l'agonie de l'Empereur, d'une part, le Japon ne s'était plus fait représenter au sommet dans des conférences internationales et, d'autre part, des visiteurs illustres d'autres pays renonçaient à leur voyage officiel au Japon. Vous me permettrez de taire les contacts directs que j'ai pu avoir à ce propos avec le Gouvernement japonais, mais il me suffira de vous dire qu'ils m'incitèrent peu à peu à renoncer à mon entreprise. Et ce sont de meilleurs connaisseurs que moi de l'âme japonaise qui ont su interpréter ces positions.

De surcroît, j'ai été vivement pressé, en Suisse, dès mon retour d'Islamabad, de différer notre projet - et je ne pouvais ignorer l'opinion suisse non plus.

Que - fâcheuse coïncidence -, le Gouvernement japonais ait changé son attitude précisément au moment même où le Conseil fédéral et moi prenions notre décision, a créé une situation regrettable. Je n'y pouvais rien.

En troisième lieu, je vous fais remarquer qu'il ne s'agit pas d'un voyage supprimé - cela serait inconscient de la part du Conseil fédéral - mais bien d'un voyage différé.

./.

- 3 -

En quatrième lieu, j'ai reçu des manifestations officielles et personnelles de personnalités japonaises me remerciant du tact du Gouvernement suisse, par la voix du Vice-ministre des finances que j'ai rencontré tout récemment à Lugano et par une lettre du Ministre des affaires étrangères, entre autres.

En cinquième lieu, je ne peux que confirmer l'importance capitale que le Conseil fédéral et le Département fédéral de l'économie publique, tout particulièrement, attachent aux contacts nippo-suisses.

Puissiez-vous vous remettre de votre étonnement et de votre déception. Et merci de bien vouloir me renseigner sur la question que j'expose en tête de cette lettre.

Je vous sais gré de transmettre mes messages chaleureux à l'ensemble des membres de votre Chambre et vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments distingués.

J.-P. Delamuraz

Copie (avec copie de la lettre de Monsieur H. Spiess) à:

- Monsieur René Felber, Conseiller fédéral
- Monsieur Roger Bär, Ambassadeur de Suisse à Tokyo
- Monsieur David de Pury, Ambassadeur, OFAEE
- Monsieur Philippe Jaccard, Conseiller personnel
- Monsieur David Linder, Président, Union des Chambres de Commerce Suisses à l'étranger